

ACTES DU COLLOQUE

Du pain sur la Table

tenu à Bonaventure le 20 octobre 2004



Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine

Du pain sur la Table

Colloque régional sur la sécurité alimentaire



Pour faire connaître

L'incertitude, l'inquiétude et la détresse liées au phénomène de la pauvreté en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine par le biais de l'insécurité alimentaire

Reconnaître

Les alternatives en sécurité alimentaire dans une perspective de promotion de la santé et en prévention des problèmes de santé liés à une alimentation insuffisante et inadéquate

Comprendre

Le processus d'*empowerment* et les valeurs promues par les actions de prise en main des personnes

S'inscrire

Dans une démarche de développement durable des communautés vers une véritable autonomie alimentaire

Ensemble pour bâtir une meilleure sécurité alimentaire



*Pour les organismes communautaires de la **Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**, nous partons du principe que tout être humain doit pouvoir se nourrir convenablement pour être en santé - et que la société dans laquelle il vit, doit assumer une responsabilité à cet égard. Par ailleurs, trop de gens en **Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine**, vivent dans la pauvreté et la faim, d'où la nécessité de s'inscrire dans une perspective de développement social et de travailler à développer des solidarités avec le milieu.*

Le problème de l'insécurité alimentaire est directement lié au manque d'emploi dans la région ainsi qu'au manque de ressources pour répondre aux besoins alimentaires de chacun des membres de la famille. Nous misons donc sur une plus grande autonomie alimentaire et sur la transformation sociale des communautés.

Nous participons déjà à ce grand objectif, par la mise sur pied de projets de cuisines collectives et de jardins communautaires ainsi que par la création de lieux d'entraide et d'appartenance, de formation, d'échanges et d'intégration. Nous souhaitons poursuivre notre implication dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion par le maintien et le développement d'alternatives à l'insécurité alimentaire et ce - dans le respect des individus et du droit à l'alimentation.

*La tenue du colloque **Du pain sur la Table**, vient élargir le débat à toute la communauté. Il nous est ainsi possible aujourd'hui de faire une première réflexion sur la diversité des actions à envisager pour l'atteinte de la sécurité alimentaire en **Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine**.*

*Bienvenue à toutes et à tous
de la part des membres de la TCSAGÎM*

LA TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE



Accueil Blanche Goulet
 CADOC – Cuisines Collectives
 Carrefour-Ressources
 Centre d'Action bénévole Ascension-Escuminac
 Centre d'Action bénévole La Grande Corvée
 Family Ties
 Maison de la Famille Contre Vents et Marées
 Partagence
 Source alimentaire Bonavignon

Gaspé
 Îles-de-la-Madeleine
 Sainte-Anne-des-Monts
 Matapédia
 Grande-Vallée
 New Carlisle
 Chandler
 Sainte-Anne-des-Monts
 Maria

TIENT À REMERCIER SES PARTENAIRES FINANCIERS:

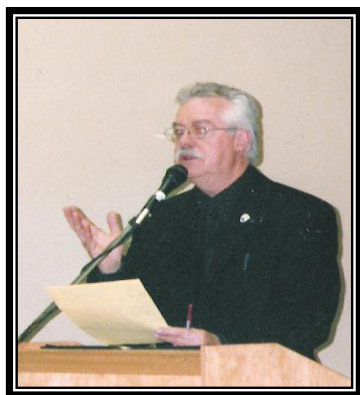
L'Agence de développement de réseaux locaux de
 services de santé et de services sociaux GÎM
 Mme Nathalie Normandeau, Ministre responsable de la région
 GÎM, Ministre déléguée au Développement régional et au
 Tourisme et Députée de Bonaventure
 Mme Françoise Gauthier, Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries
 et de l'Alimentation du Québec
 Mme Nancy Charest, Députée du comté de Matane
 M. Maxime Arseneau, Député des Îles-de-la Madeleine
 M. Guy Lelièvre, Député du comté de Gaspé
M. Guy Lelièvre,



Première partie

- | | |
|---------|--|
| 9 h 15 | Inscriptions |
| 9 h 30 | Mot de bienvenue |
| 9 h 35 | Partager le quotidien des personnes en situation d'insécurité alimentaire |
| 9 h 50 | Connaître l'assiette des organismes communautaires en sécurité alimentaire |
| 10 h 30 | PAUSE |
| 10 h 45 | Découvrir la recette des alternatives en sécurité alimentaire |
| 11 h 40 | Miser sur le potentiel des personnes |
| 12 h 00 | DÎNER |

Animation
par M. Fernand Alain



Mesdames et Messieurs,

Bienvenue,

Cette journée de sensibilisation veut permettre une meilleure connaissance de la situation d'insécurité alimentaire en GÎM auprès des participantEs. En pensant que les solutions existent et que, si les acteurs sociaux, politiques, économiques et communautaires se mettent ensemble, il sera possible d'assurer une nourriture suffisante pour tous et toutes en tout temps. À la fin de cette journée, nous souhaitons avoir fait un pas dans cette direction, celle qui mène à l'autonomie alimentaire des personnes et des collectivités.

Mot de Bienvenue
par Mme Charlotte Pouliot
Répondante régionale TCSAGÎM



Mesdames et Messieurs,

Bonjour,

Depuis sa création, la *Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine (TCSAGÎM)* a pu demeurer active grâce aux membres qui y ont consacré et y consacrent toujours de nombreuses heures de travail.

Cette Table permet aux représentantEs d'organismes qui en sont membres, de solidariser, de partager leur savoir et de procéder à l'élaboration de stratégies de développement. L'objectif de leur collaboration : *le mieux-être des personnes aidées* et ce, dans le plus grand respect de leurs besoins.

Les membres de la Table travaillent également à sensibiliser et conscientiser les intervenantEs politiques et sociaux aux problématiques reliées à la sécurité alimentaire.



Voyons ensemble quelques points saillants de janvier 1999 à ce jour :

C'est en juin 1999 qu'un membre de la Table est délégué pour siéger à la Commission sectorielle communautaire du Conseil régional de concertation et de développement GÎM (CRCDD GÎM).

Puis en janvier 2000, deux membres de la Table participent à une rencontre du comité ministériel pour l'élaboration d'un plan d'action de lutte aux inégalités et à la pauvreté.

Entre 2001 et 2002, différents dossiers ont été traités :

- Le Rapport Clair découlant de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux et dont le mandat consistait à tenir un débat public sur les enjeux auxquels faisait face le système de santé et de services sociaux;
- Le cadre de référence balisant les relations entre les organismes communautaires et la RRSSS GÎM;
- La politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome.

C'est en juin 2001 qu'un premier pas est fait par M. Bernard Landry, premier ministre à l'époque, qui annonçait l'octroi d'une somme de 10M\$ pour la mise en œuvre d'un *Programme de sécurité alimentaire* visant à soutenir des interventions telles la mise sur pied de cuisines collectives, le développement de jardins collectifs ou d'autres projets du même type. Ce 10M\$ se traduisait par un montant de \$64 598 pour la région GÎM.

Vous comprendrez que suite à cette annonce, les membres ont pris part à quelques rencontres et en ont initié quelques-unes, tant au niveau national qu'au niveau régional, afin de discuter du fonctionnement de ce Programme qui venait au monde.

À l'automne 2002, les membres de la Table de concertation SAGÎM ont élaboré un premier projet collectif qui a été déposé à la Direction de la santé publique dans le cadre du *Programme de sécurité alimentaire*.

À cette époque, les services de dépannage alimentaire ne cadraient pas dans ce *Programme*. Les cinq organismes membres de la Table offrant ce volet ont fait valoir leurs arguments à la Régie Régionale qui a finalement reconnu à l'automne 2003, que *tout le volet du dépannage alimentaire représentait une composante qui contribuait de façon significative à la démarche de prise en charge des personnes*.

En février 2003, la Table de concertation SAGÎM présentait une demande de projet de recherche dans le cadre du *Programme de subventions en santé publique 2003-2004*¹. Le sujet de la recherche porte sur l'intensité de l'insécurité alimentaire en GÎM. La demande de projet a été retenue et la réalisation de la recherche s'amorcera à l'automne 2005.

Enfin, le projet de colloque qui mijotait depuis décembre 2003 est prêt, nous vous en servons chacunE une portion aujourd'hui.

Nous sommes toutes et tous invitéEs à réfléchir ensemble à ce problème social important qu'est le phénomène de la pauvreté.

Je vous laisse sur ces quelques mots qui ne sont pas de mon cru mais qui prennent ici tout leur sens compte tenu du thème de ce colloque :

On gagne son pain, son pain quotidien. On casse la croûte et la personne avec qui on partage son pain s'appelle un compagnon ou un copain. Le pain est présent dans toutes les cultures. C'est l'aliment de base d'une grande partie de l'humanité. Quand on a du pain sur la table, on peut survivre.

Bon colloque à toutes et à tous!



¹ Une autre recherche est actuellement en cours de réalisation – les résultats ne seront dévoilés qu'en 2005.

Partager le quotidien des personnes en situation d'insécurité alimentaire

par Mme Gertrude Huet

Notes biographiques

Gertrude Huet est originaire d'un petit village de la Vallée. Elle a grandi à travers les chevaux et les activités d'un chantier mené par son grand-père. Plus tard, elle acquiert un brevet d'enseignement à l'École Normale d'Amqui puis entre aux Ursulines de Rimouski en 1950. Elle poursuit donc ses études tout en enseignant :

- Titulaire d'un baccalauréat en pédagogie et d'une licence en administration de l'Université Laval, d'une maîtrise en éducation de l'UQAR, avec mémoire en psychopédagogie du langage et autodidacte en plusieurs disciplines.

Elle cumule trente-neuf années de carrière dans le monde scolaire comme enseignante, directrice d'école puis conseillère pédagogique.

À la retraite, réalisant à la fois un rêve et une promesse, devant la montée de la mendicité dans le secteur de Gaspé, **elle recrute les forces du milieu** et permet **la fondation de l'Accueil Blanche-Goulet en 1991**.

- Récipiendaire d'un certificat d'excellence pour sa participation à l'amélioration du français en 1989.
- Élu « Personnalité féminine de la Gaspésie » en 1994, lors du premier et du dernier Salon de la femme à se tenir en Gaspésie!
- Récipiendaire au niveau régional d'une mention d'honneur au prix des « Droits et libertés » en 1998.
- Prix régional du Mérite municipal en 2000.

Gertrude Huet est en amour avec l'autonomie, la simplicité et la justice sociale... !



Vers la sécurité alimentaire

Introduction

Votre présence ici m'indique que vous êtes déjà à la recherche du mieux-être de la communauté. J'ai été invitée à vous démontrer que les dix organismes de la Table en sécurité alimentaire y travaillent avec ardeur... Je remercie les responsables de ce colloque de m'avoir déléguée comme porte-parole ainsi que les membres des organismes de m'avoir alimentée en répondant à un questionnaire qui m'a permis de dresser la table pour vous.

Au menu, je vous propose comme entrée en matière, un petit cocktail épicé des préjugés qui ont cours dans notre société, pourtant dite ouverte et généreuse. Le mets principal sera composé des principes et des pratiques alternatives cuisinés par les différents services alimentaires avec une salade des difficultés rencontrées et des implications qui s'imposent. En guise de dessert, chaque représentantE d'organisme viendra brièvement vous informer, tantôt de l'origine, tantôt de la mission, tantôt de ses activités ou de tout cela à la fois... Enfin, comme digestif, vous serez invitéEs à goûter quelques-uns des rêves caressés par les membres de la TCSAGÎM.

Bon appétit!

Le cocktail des préjugés

Même si vous savez certainement détecté des préjugés vous-mêmes, j'ai imaginé une situation réaliste pour vous en parler plus longuement.

Nous voici en face d'une personne qui fréquente régulièrement un comptoir de dépannages alimentaires. Cette personne a un conjoint (ou une conjointe) qui ne travaille pas à salaires (*peu en importe la raison*). Elle a deux enfants d'âge scolaire et vit loin des services dans une petite maison mal isolée. Les coûts d'électricité grugent une bonne partie des revenus familiaux. Les taxes ne sont pas payées. L'eau y est parfois insalubre, quand elle ne gèle pas ou ne se tarit pas. En conséquence, les conditions sanitaires sont déplorables; il est difficile d'entretenir les vêtements des enfants qui ont maille à se faire des amiEs, vivent sur la défensive et développent de l'agressivité. Ils sont sujets aux microbes, attrapent des maladies qui, à leur tour, sont cause d'absentéisme. Ils ne possèdent pas tous les effets scolaires demandés par leur école et se le font dire, etc. L'auto est tombée en panne et on doit attendre au prochain chèque pour la faire réparer.

On pourrait ajouter d'autres problèmes. On entend dire : « *C'est avec de l'argent qu'on fait de l'argent* ». Dans ce cas-ci on doit plutôt constater que « *la misère engendre la misère* ». Nul ne sait vraiment ce qui se passe dans l'intimité de cette famille.

Cette personne s'ennuie; elle fume; elle se procure des billets de loto; elle téléphone au loin jusqu'à se faire couper les services. La lecture n'est pas son fort : elle est peu scolarisée et les livres sont rares dans son entourage. Son plus grand malheur est d'être ignorée et, par le fait même, de se sentir dévalorisée. J'ai bien vivant le souvenir d'une femme que j'avais invitée au restaurant à l'occasion de son anniversaire. En dehors du contexte, elle me demande:

« *Gertrude, tu dois être gênée... - Gênée de quoi? - De manger avec moi devant le monde!* ».

Un extrait qui en dit long.

Imaginons un moment que nous sommes dans cette situation.

Aujourd'hui, vous prévoyez manquer de nourriture pour le lunch des enfants (*ils dînent à l'école*). L'épicerie la plus rapprochée est un dépanneur qui ne veut plus vous avancer et qui vous tient esclave de crédit en crédit. Vous cherchez une occasion pour vous rendre chercher *un dépannage*. Vous vous présentez avec le voisin qui a une voiture de l'année (*avec promesse de lui payer son gaz au*

prochain chèque); vous avez revêtu votre plus beau vêtement (*un peu démodé*) qui vous a été donné par charité; et vous vous efforcez de sourire à l'intervenante qui vous reçoit... Mais la moindre attention ou la moindre question provoquera-t-elle chez vous des larmes ou de la colère?

Imaginez maintenant ce qu'on pense de vous! On le dit peut-être même!

« *Famille de lâches, sans talents, exploiters du système, irrécupérables. Ils aiment leur misère... Ils viennent chercher de la nourriture en manteau de cuir avec la voiture de l'année. C'est peut-être eux autres les bandits du coin... Ils doivent boire en cachette. Les enfants viennent à l'école tout crottés. Qu'ils déménagent! Qu'ils se séparent!* »

Et ça ne finit plus de parler contre vous! (*En dedans de vous, vous l'entendez*). Mais revenons aux autres : c'est plus facile!



Les principes et les pratiques alternatives

Les organismes communautaires, en l'occurrence les services alimentaires, ont l'énorme défi de guider des personnes et des familles qui sont dans des situations semblables - jusqu'à l'autonomie et à l'intégration sociale. Ces organismes respectent la liberté des personnes dans le besoin. (*Il n'y a pas de curatelle possible*). Engagés socialement envers la population dont ils sont issus, le bien-être des personnes est au cœur de leurs actions et de leurs préoccupations.

En équipe, en partenariat, ils doivent développer tous leurs sens pour détecter les besoins, la cause des difficultés et trouver les solutions appropriées dont la première est sûrement la motivation. Un vieux médecin m'a dit un jour : « *Il n'y a pas de lâches; il y a des personnes non motivées* ». Et il me donnait l'exemple d'assistés sociaux qui travaillaient très fort à la chasse pour rapporter leur orignal.

Les pratiques adoptées considèrent les personnes dans leur intégrité, dans leur milieu de vie et non pas à partir d'un problème spécifique (*par exemple, le manque de nourriture*).

On parle alors d'approche globale. Ils sont à la recherche de solutions durables. Ils s'adaptent, ils évoluent au fur et à mesure des besoins perçus et selon le cheminement des personnes en cause, tout

en restant rivés à leur mission principale. Entre les organismes, c'est la diversité dans l'unité. Du moins, ce devrait être ainsi.

Sur les épaules des intervenantEs qui besognent dans les services alimentaires, reposent dans un pourcentage assez élevé, la qualité et la quantité de nourriture nécessaires pour compléter le garde-manger des personnes à revenus et à talents réduits. **En 2003-2004, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, 3,5 % de la population a été rejointe par ces organismes, c'est-à-dire 3 500 personnes sur 99 000 h.** Et toutes les personnes dans le besoin n'ont pas eu recours aux services; elles peuvent être aidées temporairement par d'autres membres de la famille, par des amiEs, des clubs sociaux, ou simplement se contenter de survivre.

Les volets d'entraide développés par la dizaine d'organismes dont il est ici question sont collés aux réalités des milieux respectifs. L'éventail constitue une mosaïque des plus colorées. En effet, la sécurité alimentaire exige le développement de plusieurs habiletés et des services connexes.

C'est ainsi que les membres de la Table ont mis sur pied une gamme d'activités.

Les dépannages alimentaires ont conduit à la budgétisation, aux cuisines collectives, aux jardins collectifs, à la récupération et au bricolage, à la couture, aux ateliers thématiques...

Ces volets s'adressent à des clientèles ciblées : *personnes âgées, femmes, pères, parents, étudiants, handicapés, itinérants, familles monoparentales, personnes seules, diabétiques, végétariens...*



Les enfants sont privilégiés quand les parents décident de s'impliquer dans des ateliers de compétences parentales.

Des services d'aide sont offerts pour la rentrée scolaire, pour les devoirs et les leçons. Les petits peuvent s'amuser avec des jouets sécuritaires, les plus grands avoir accès à une petite bibliothèque pendant que les parents apprennent à lire et qu'ils profitent du répit offert par la garde des enfants.

Presque tous les organismes sont impliqués, soit dans une fête de Noël, soit dans la préparation et

la distribution des paniers de Noël, *guignolée* comprise! En faisant un survol, on retrouve le comptoir de vêtements; on prête un local, même des équipements; on aide au déménagement, au transport; on dépanne pour l'achat de médicaments, le bois de chauffage; on fournit, si on en reçoit, de la literie, de la vaisselle et d'autres articles de maison pour les personnes qui s'installent en chambre ou en appartement...

Les organismes sont devenus un lieu de rencontres pour les familles, les personnes seules, les anciens participants. Ils ont accès, soit à des collations nutritives, soit à des cafés-rencontres, des veillées familiales, des corvées ponctuelles : récupération et gestion de dons, ventes de garage, pizza ou brunch Centraide. Des organismes font aussi des visites à domicile. Les bénévoles trouvent en pareille occasion une place privilégiée.

Ajoutons à cette panoplie, l'écoute habituelle, les téléphones sécurisants, l'information, l'encouragement en période critique, la référence, l'accompagnement, le soutien à l'emploi (curriculum, aide pour compléter les formulaires, etc.).

Ces moyens d'aider et de s'entraider se sont développés à des rythmes différents, dans un ordre dicté par les urgences et, bien sûr, selon les possibilités de chaque organisme.

Les difficultés

On l'a vu précédemment, un trop grand nombre de personnes vivent l'insécurité alimentaire. Les organismes, eux, vivent l'insécurité financière. Les subventions récurrentes n'existent pratiquement pas pour eux. Les argents destinés à un usage précis sont fort utiles en situation de disette mais imposent des limites à l'autonomie, aux initiatives et à la créativité des organismes. Un temps considérable doit être consacré à la recherche de financement alors que les besoins sont criants autour de soi. Les statistiques de 2003-2004 montrent que 27 emplois équivalaient à 16,7 temps complet (à 35 heures par semaine) soit des temps partiels à 62 %. Les conséquences des emplois précaires ne vous sont pas inconnues touchant la stabilité de l'équipe, les conditions de travail, la répartition des tâches, l'entraînement de nouvelles personnes. On demande alors aux bénévoles des tâches lourdes et complexes pour lesquelles ils ne sont pas préparés et auxquelles ils ne sont pas tenus de répondre.

Les activités d'aide et d'entraide seront diminuées dans leur durée et dans leur nombre. On mettra fin au développement; on établira des critères serrés d'admissibilité; on créera des listes d'attente; on devra modifier le plan d'action, suspendre ou mettre fin à l'un ou l'autre programme. Les participants s'inquiètent aussi, eux qui ont déjà leur dose d'inquiétudes. Et, à la limite, le processus de cheminement s'arrête ou recule.



Les organismes craignent de devenir des dispensateurs de services et de dévier de leur mission première qui en est une de changement social et cela par une approche globale et sur une base volontaire. La promotion et la prévention risquent d'être placés à l'arrière-plan.

La participation des différents milieux par des dons en argent ou en nourriture est inégale. Il faut admettre que les ressources des différentes MRC sont également inégales. Il manque quand même une sensibilisation ou carrément une sensibilité aux besoins du milieu. ***Le regard est embrouillé par la crainte de perdre des ventes et par les préjugés.*** « Si on donne de la nourriture on va en vendre moins », ou « Ces malades-là sont capables de nous actionner... ». Pourtant, un grossiste me disait :

« Depuis que vous êtes-là, j'ai bien moins de misère : quand quelqu'un vient me quêter, je leur dis : Allez à l'Accueil Blanche-Goulet; c'est là que je donne ce que je peux donner ». Si tous les marchands comprenaient comme ça! Ils sont maintenant protégés par la loi s'ils donnent en toute bonne foi.

Et les organismes sont habiles pour gérer les dons afin d'éviter les conséquences néfastes.



Imaginons la quantité de pain, de fruits, de légumes et d'autres aliments qui seraient récupérables et qui prennent chaque semaine le chemin des dépotoirs. Sûrement assez pour nourrir les personnes qui fréquentent les dépannages alimentaires et diminuer ainsi les comptes en souffrance dans les dépanneurs.

Vie associative

Je ferai rapidement une incursion dans le domaine des implications sociales des organismes en sécurité alimentaire.

Chacun doit veiller à se faire connaître et reconnaître, ce qui est plus vite dit que réalisé. Portes ouvertes, dépliants, contacts avec les médias s'imposent. L'organisme doit fournir des occasions de perfectionnement au personnel. Heureusement, les partenaires organisent des sessions et invitent les organismes. Une gestion transparente exige des rencontres et des documents bien tenus. Après avoir consolidé l'équipe interne, laquelle se doit d'être tricotée serrée pour être efficace, chaque organisme établira des liens de collaboration avec d'autres organismes qui lui sont complémentaires (ex. le transport collectif, une maison d'hébergement, le centre d'action bénévole).

Les journées et les semaines sociales sollicitent les organismes : cuisines collectives, aînés, prévention du suicide, santé mentale, familles, assistés sociaux.

Les organismes participent à des mouvements de défense des droits : Groupe d'action sociale, Retour à l'expéditeur, Lutte contre la pauvreté, ZLÉA...

Les organismes sont tributaires de plusieurs institutions avec lesquelles ils veulent et doivent travailler. Ils doivent entrer en contact avec des fonctionnaires de différents ministères : Carrefour Jeunesse-Emploi, Centre local d'emploi, Solidarité sociale, Direction de la Santé publique, Agence de développement des SSS, Centre de la petite enfance, Faune, agriculture et alimentation... Amusons-nous un peu avec les sigles que vous connaissez tous et toutes : SAGÎM, RCCQ, PSOC, ROC, TOC, CLE, CLSC, CLD, CRCD, SADC, ROCASM, AJEN, COOP...

Combien de rapports, de projets et de demandes doivent-ils rédiger chaque année pour survivre? Chaque subvention signifie un rapport conforme au mode exigé par le bailleur de fonds. En passant, il faut parfois payer pour aider : un permis annuel pour servir des repas; une contribution pour garder son numéro de charité...

Les rêves



N'est-ce pas merveilleux ce que sont et ce que font les membres de la Table de concertation SAGÎM?

Merveilleux aussi de constater qu'il continuent à rêver... Ils rêvent de maintenir les services en place, de les perfectionner, de les développer et même d'en créer des nouveaux ou d'établir de nouveaux points de services sur leur territoire.

Ils veulent maintenir et développer des partenariats.

Ils souhaitent que les dons de nourriture augmentent, donc une plus grande contribution du milieu.

Ils rêvent d'une société très accueillante pour les personnes moins talentueuses et plus pauvres, donc une éradication des préjugés défavorables à leur égard.

Ils rêvent de consolider les emplois, d'avoir une équipe stable et ils font ce souhait pour les GaspésienNEs qui sont aptes au travail.

Ils attendent un financement récurrent, adéquat et que la mission soit considérée dans sa globalité.

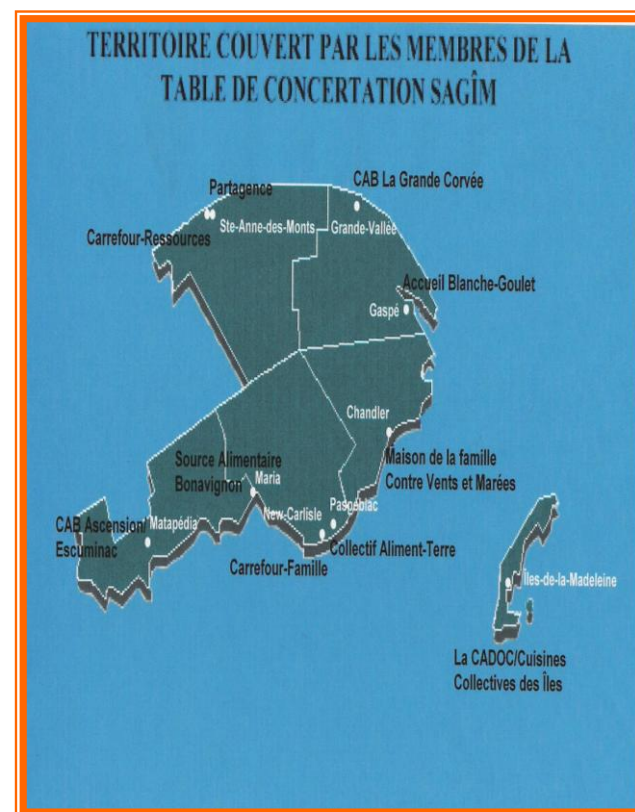
Personnellement, je rêve que tous ces organismes deviennent inutiles parce qu'il n'y aura plus toutes ces misères dans notre belle Gaspésie.

*« Mais nous, nous serons morts, mon frère. »
(Raymond Lévesque)*

Présentation des organismes

1. **Le Collectif Aliment-Terre de Bonaventure**
avec M. Jean Forest
2. **La CADOC des Îles-de-la-Madeleine**
avec Mme Sylvie Sarrasin
3. **Family Ties de New Carlisle**
avec Mrs. Heather MacWhirter
4. **La Source alimentaire Bonavignon de Maria**
avec Mme Suzanne Lamarre
5. **L'Accueil Blanche-Goulet de Gaspé**
avec Mme Fabienne Montmagny
6. **Le CAB Ascension-Escuminac de Matapédia**
avec M. Rémi Gallant
7. **La Maison de la Famille Contre Vents et Marées de Chandler**
avec M. Jacques Roy
8. **Partagence de Ste-Anne-des-Monts**
avec Mme Isabelle Dumont
9. **Carrefour-Ressources de Ste-Anne-des-Monts**
avec Mme Charlotte Pouliot

**10. Le CAB la Grande Corvée de Grande-Vallée
avec Mme Marie-Berthe Bélanger**





1. Le Collectif Aliment-Terre

Le Collectif Aliment-Terre a reçu ses lettres patentes le 21 juin 2004 et nous sommes depuis lors, en processus d'installation sur le territoire compris entre Saint-Siméon et Port Daniel.

À partir d'une concertation locale d'organismes et de citoyenNEs, notre groupe communautaire a pris forme avec l'appui de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux GÎM.

Ainsi, le Collectif prendra les moyens nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire en développant différents moyens alternatifs favorisant l'autonomie alimentaire des personnes économiquement démunies que nous desservons.

Notre optique en est une de lutte globale à la pauvreté que nous exprimons ainsi:

"Utiliser l'aide alimentaire comme un levier pour faire avancer la solidarité régionale dans la lutte à la pauvreté".

Tel que défini dans nos orientations, nous acceptons de relever ce défi parce que trop de personnes et de familles sur ce territoire risquent non seulement de manquer de l'essentiel à l'occasion, mais également de ne pas avoir accès aux outils auxquels chacunE a droit pour assurer sa propre sécurité alimentaire et prendre sa place dans la société.

Avec l'embauche d'un coordonnateur à temps partiel, nous aménageons dans nos locaux de Paspébiac et nous comptons sur l'expérience des autres groupes de la TCSAGÎM pour avancer dans la bonne direction.

Nous vous souhaitons un bon colloque.





2. La CADOC – Cuisines collectives des Îles

Les cuisines collectives des Îles sont nées en 1995 d'une initiative de la CADOC - ou TOC - qui regroupe les organismes communautaires en santé et services sociaux des Îles. Ces organismes avaient identifié le besoin d'offrir une alternative au dépannage alimentaire et à l'appauvrissement ainsi que le besoin d'offrir des ateliers alimentaires à des clientèles spécifiques pour l'apprentissage des techniques culinaires de base.

Depuis, les cuisines collectives ont établi des collaborations avec plusieurs organismes du milieu pour offrir l'activité des cuisines ainsi que des ateliers culinaires à leur participants. Notons les collaborations avec l'Association de diabète des Îles, le Centre communautaire l'Éclaircie, ressource en santé mentale, Développement communautaire UnÎle, centre d'alphabétisation, la Maison à Damas, ressource d'hébergement multi-clientèle (ateliers culinaires destinés aux hommes) et la Maison de la

famille l'Embellie, (collaboration au programme PACE).

Ces multiples collaborations nous ont permis de mettre en place et d'élaborer des services adaptés aux besoins identifiés dans notre milieu insulaire.

Il n'y a pas de critères de participation pour les cuisines collectives dans notre milieu, c'est ouvert à tous et à toutes.

Activités offertes :

- Cuisines collectives pour groupes avec ou sans animation.
- Ateliers alimentaires auprès de groupes spécifiques.

Total de personnes rejointes en 2003-04: 265





3. *Family Ties – Carrefour-Familles*

In 1994, in the Bonaventure MRC, the population had a high incidence of poverty, unemployment and psychological risks. Some English families in New Carlisle were amongst the poorest in the whole region. Besides the poverty, New Carlisle English community had no structure able to provide support for low-income families in difficulty. Some children use to live in a family and social atmosphere with little stimulation. Also, the Health and Social Services network agreed that this community was one of the most deprived in the whole territory.

In the fall of 1994, the CLSC *Chaleurs* applied to the GÎM Public Health department for financial support under a Concerted Action Program. The interveners of the CLSC and other organizations realized that they needed support adapted to their conditions. The aim was to prepare the children for school, develop parenting skills and support the families. When the grant was received, the CLSC and other community groups set up a Daycare Center: *Munchkin Mansion*.

From this point on, we have grown. We now offer an array of services to improve the well-being of Anglophone families. We have more than 15 services available: Workshops for parents, daycare, homework program, reading circle, active living, theme workshops, collective kitchen and garden, clothing exchange, parent week, parent meetings, a library, youth council, student volunteers, buddies, born to read, group activities, nutritional snacks, etc.

The Collective Cooking group is very active in the community. We meet on a regular basis to discuss food security, fundraising, menus, garden, tools and resources. We are involved with publications with our local Spec newspaper, CASA clips, Family Ties newsletter, etc. We also has many plans for the future such as monthly workshops on proper nutrition, organic production, etc. If we continue to maintain our group effectively, we will manage to help feed more people on a daily basis...

Our dream...

If there were more money, then we could cook more often, therefore feeding more families, increasing nutritional information and better stimulation for the children...



4. Source alimentaire Bonavignon

Avant la création de l'organisme, les personnes faisaient des demandes d'aide auprès des *Chevaliers de Colomb*, des curés, du CLSC et du Centre d'action bénévole Saint-Alphonse-Nouvelle.

Les demandes étant de plus en plus nombreuses, le besoin de fonder un organisme afin de mieux répondre aux personnes dans le besoin, s'est confirmé en 1992.

Durant la première année d'opération, 191 dépannages alimentaires sont effectués de façon bénévole - avec la contribution de Centraide, de dons de la population ainsi que des organismes du milieu. Le nombre de dépannages allait atteindre un sommet en 1997 avec 518 paniers d'épicerie distribués.

Avec les années, l'organisme reçoit du financement en soutien aux organismes communautaires, s'inscrit à des programmes d'emplois et compte sur l'appui constant de Centraide. Des cueillettes de denrées

périmées ou de surplus sont faites de façon régulière et les aliments sont triés - pour ensuite être redistribués.

En 1996, avec l'augmentation constante des demandes, l'organisme cherche à développer des alternatives aux dépannages alimentaires. Avec le soutien du Programme de Lutte à la pauvreté, des groupes de cuisines collectives sont implantés dans chacune des municipalités ainsi que 3 jardins communautaires. Après trois ans, nous constatons une diminution de près de 50 % du nombre de personnes ayant recours au service de dépannage alimentaire.

Depuis l'année 2000, l'aide alimentaire auprès des personnes se maintient à moins de 300 paniers d'épicerie par année.

Malheureusement, nous ne pouvons maintenir les alternatives à cause du manque de soutien continu et récurrent pour ces activités.

Cette année, nous assurons le service de dépannage alimentaire et il est à prévoir une augmentation des demandes d'aide pour l'année en cours. Si l'on compare la situation à celle des années précédentes, on constate que les demandes d'aide proviennent de gens qui vivent de plus en plus en situation d'extrême pauvreté.



5. *L'Accueil Blanche-Goulet de Gaspé inc.*

L'Accueil a été fondée en 1991 pour contrer la mendicité porte-à-porte qui montait dans la communauté - sans toutefois qu'il y ait de réponse à long terme qui soit offerte. Sa mission est d'offrir un lieu d'hébergement temporaire, non institutionnel, aux personnes en difficulté ou en situation d'urgence sociale ainsi que de leur proposer des ateliers et des rencontres dans le but de développer leur autonomie et favoriser leur insertion sociale.

Au départ, l'Accueil Blanche-Goulet visait autant l'aide alimentaire que l'hébergement. Elle avait le souci de s'adapter aux besoins manifestés par les personnes en difficulté. Un de ces premiers besoins fut justement celui de mettre sur pied des dépannages alimentaires. Avec l'arrivée des stagiaires, à l'hiver 1992, est venue l'idée de faire des cuisines collectives avec les personnes hébergées. Malheureusement, faute d'espace, de personnel et de financement à l'époque, ces ateliers ont dû être suspendus, pour n'être repris que plus tard, en 1999.

Le volet d'aide au budget par contre, s'est développé à partir de ce moment - pour répondre à la demande croissante.

Services rendus :

- Dépannages alimentaires depuis le 28 octobre 1991
- Repas occasionnels pour les externes
- Expérience de Cuisines collectives (hiver 1992)
- Aide systématique à la budgétisation
- Reprise des Cuisines collectives (1995)
- Dîners pour 8 élèves de l'école primaire (2000)
- Deux groupes de Cuisines collectives et un atelier de couture (depuis le 1^{er} avril 2004)

L'Accueil souhaite une augmentation du nombre de participantEs aux Cuisines ainsi que la création de nouveaux ateliers - et ce, tout en maintenant les services actuels. Pour assurer une meilleure sécurité alimentaire, il serait souhaitable que l'organisme jouisse de meilleures subventions et qu'il y ait création d'emplois dans le milieu.



6. Centre d'Action Bénévole Ascension-Escuminac

C'est le 13 juin 1989 que le Centre d'Action Bénévole Ascension Escuminac reçoit ses lettres patentes. Le territoire que nous desservons touche les huit municipalités du secteur Ouest de la MRC d'Avignon.

La mission du Centre est de promouvoir l'action bénévole dans les différents secteurs de l'activité humaine et de susciter une réponse aux besoins du milieu.

Depuis juillet 2000, le Centre a ajouté un deuxième volet, soit la sécurité alimentaire.

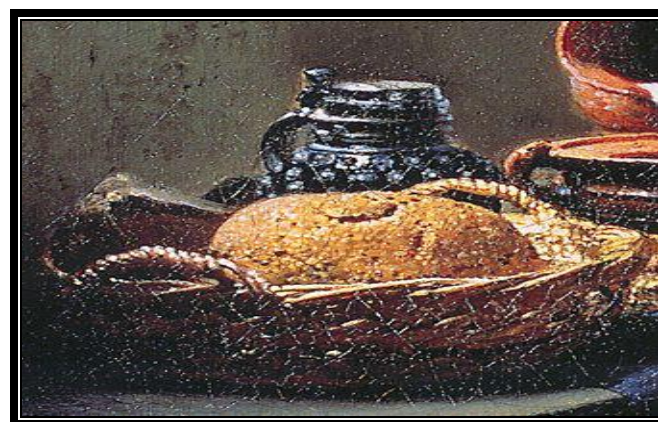
Pourquoi avoir ajouter un volet sécurité alimentaire?

Dans les débuts du Centre, nous faisons des dépannages ponctuels. Au fil des ans, l'augmentation des demandes nous obligea à créer un nouvel organisme pour les dépannages, les cuisines et les jardins collectifs.

C'est le Comptoir Alimentaire Avignon Ouest qui prend donc la relève en février 1997.

Après trois (3) ans de fonctionnement, l'organisme avait de plus en plus de difficulté à fonctionner dû au manque de financement supplémentaire.

C'est suite à une rencontre du conseil d'administration du Centre d'Action bénévole et du Comptoir Alimentaire que la décision fut prise d'intégrer les services de sécurité alimentaire à ceux du Centre, afin de ne pas laisser la population démunie du Secteur Ouest de la MRC Avignon - sans ressource d'aide alimentaire.





7. Maison de la Famille Contre Vents et Marées

Le but de la Maison, fondée en 1989, est de venir en aide aux familles monoparentales en situation de veuvage, séparation, divorce ainsi qu'aux mères célibataires et aux familles reconstituées.

Notre mission est de travailler à l'organisation et à l'amélioration de la qualité de vie de nos membres et de leurs dépendants. Nous voulons développer et susciter des moyens en vue d'améliorer leur situation sociale, économique et psychologique.

Les Cuisines collectives ont été la principale activité depuis le tout début de l'organisme. À cela, ce sont rajoutés les dépannages alimentaires, les jardins collectifs, des formations, des ateliers, etc.

Dans le but d'assurer une meilleure sécurité alimentaire, des groupes de 4 personnes se réunissent une fois par semaine. Ils planifient les menus, font les budgets, etc.

De plus, une série d'activités sont réalisées, allant de l'Aide aux familles pour les rapports d'impôt, la Semaine québécoise des familles jusqu'à la célébration de fêtes comme Noël, Pâques, la fête de la Famille, Halloween, etc. - en passant par des sorties éducatives.

Nos rêves

La Maison de la Famille Contre Vents et Marées aimerait développer des points de services aux extrémités de la MRC Rocher Percé, pour donner la possibilité à l'ensemble de la population d'avoir accès à ses services.





8. Partagence

Notre organisme est né de la volonté d'une communauté désireuse de répondre de façon adéquate aux besoins fondamentaux des familles et des individus vivant en contexte de pauvreté. Il a d'abord été une réflexion profonde faite par un groupe de personnes et c'est en septembre 1989 que les premiers bénévoles se sont impliqués afin de dispenser des services axés sur le don de vêtements.

Au fil des ans, différents programmes tels le Programme d'Action communautaire pour les enfants, le don d'ameublement et le Programme insertion sociale ont été mis en place pour augmenter les services rendus à la population démunie.

L'augmentation fulgurante des demandes d'aide alimentaire a suscité de nouveau une réflexion sur le phénomène, et a amené *la mise en place d'un programme spécifique en sécurité alimentaire*. Depuis l'automne 2000, l'intervenante de ce programme évalue chaque demande, réfère aux

services ou autres organismes en cas de besoin, offre un suivi à la personne pour l'aider dans son cheminement personnel et l'invite à participer aux groupes de conscientisation à la sécurité alimentaire.

Les objectifs de Partagence sont de permettre aux personnes à faible revenu de briser l'isolement, répondre efficacement aux besoins liés à la subsistance des familles et individus vivant en contexte de pauvreté et créer un espace privilégié, permettant à ces personnes d'apprendre à se débrouiller et à s'organiser. Pour l'exercice 2003-2004, 1245 personnes ont eu recours aux différents services offerts à Partagence, ce qui représente 10 % de la population de la Haute-Gaspésie.

Dans la MRC de la Haute-Gaspésie, Partagence est une porte d'entrée pour les personnes dans le besoin et contribue à protéger l'un et l'autre contre le froid, la faim, la détresse, la colère et la haine. Entre mer et montagnes, notre organisme aide la communauté à vivre en paix afin que puissent grandir ses enfants. Merci !





9. Carrefour-Ressources

Carrefour-Ressources, antérieurement nommé Action Budget Denis-Riverin, est né en juin 1986 d'une association entre, d'une part une réflexion d'époque faite par une quinzaine d'intervenantEs du milieu concernant la pauvreté, et d'autre part par la volonté d'une représentante du bureau régional de l'Office de la protection des consommateurs qui offrait un programme de financement permettant de faire fonctionner l'organisme naissant.

Les cuisines collectives, la consultation budgétaire ainsi que le suivi individuel au niveau du redressement d'une situation d'endettement ont été les premières activités offertes.

À travers les années, les connaissances et l'expérience ont incité les membres fondateurs à redéfinir les objectifs pour mieux rendre compte de la réalité. Il a été constaté que la pauvreté culturelle chez les parents, entraînait des problèmes de négligence

auprès des enfants. Il ne suffisait donc pas d'enrayer la pauvreté financière pour s'assurer que tous et toutes soient bien nourriEs.

En 1994, l'organisme s'est doté d'un nouveau nom, Carrefour-Ressources, et a développé de nouveaux services permettant d'offrir à des parents, un modèle éducatif les supportant dans le développement d'attitudes et de comportements adaptés aux besoins de leurs enfants.

L'organisme offre, entre autres, des ateliers de cuisine éducative et familiale, de support parental, un service de répit, un service d'écoute et de support budgétaire et un jardin communautaire.

Carrefour-Ressources a rejoint 320 personnes directement et indirectement pour l'exercice financier 2003-2004.





10. *Le Centre d'Action Bénévole La Grande Corvée*

Les dépannages alimentaires ont été instaurés dès le début du Centre en 1982. L'opération "Paniers de Noël" ainsi que les repas communautaires offerts aux aînés du secteur via la rencontre mensuelle " Rendez-Vous Vieillesse et santé " - se sont ajoutés à nos services. C'est en l'an 2000 que les activités des cuisines et des jardins collectifs ont pris naissance.

Pour l'année 2003-2004, le C.A.B. est intervenu auprès d'une clientèle multiple dans le volet sécurité alimentaire, en offrant les solutions alternatives suivantes:

- Les cuisines collectives (7 groupes, 25 rencontres, 35 participants)
- Les jardins collectifs (10 participants, 75 personnes aidées indirectement)
- Le jardin de nos Aînés (20 personnes sensibilisées)

- Les dépannages alimentaires urgents (19 urgences)
- L'opération "Paniers de Noël" (36 demandes)
- Le spécial "cuisine de Noël" (32 personnes)
- Rendez-Vous Vieillesse et santé pour nos Aînés (6 rencontres, 600 repas)
- Rencontres sociales, ex.: déjeuner / causerie des bénévoles, journée nationale des Cuisines Collectives... (200 personnes)
- Service de popote roulante disponible pour les demandes urgentes seulement.

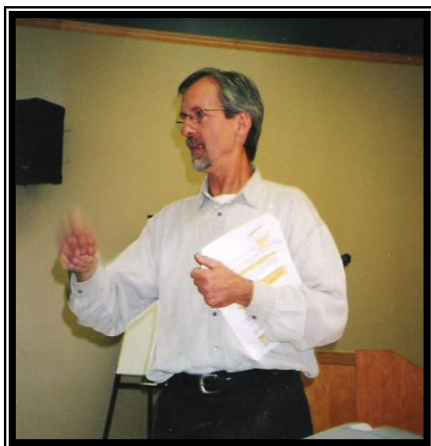
Je profite de l'occasion pour dire "Milles mercis" à tous nos collaborateurs et partenaires financiers pour leur confiance à l'amélioration des conditions de vie de nos bénéficiaires. Si la sécurité alimentaire existe chez-nous, c'est grâce à la concertation des organismes et commerçants du milieu ainsi que de nos partenaires financiers.



*Découvrir la recette des alternatives en sécurité alimentaire
par M. Jean Panet-Raymond*

Notes biographiques

Diplômé en droit de l'Université de Montréal et en service social de l'Université Columbia, Jean Panet-Raymond a été organisateur communautaire en CLSC (*Hochelaga-Maisonneuve*) et intervenant dans des associations de locataires et à l'ACEF (*Association coopérative d'économie familiale*) de Montréal. Il est professeur à l'École de service social de l'Université de Montréal depuis 1979. Il est co-auteur de plusieurs ouvrages dont *Community action* en 1989, *Community Organizing. Canadian Experiences* en 1997 et *La pratique de l'action communautaire* en 1996 (réédité en 2002) et il a écrit plusieurs articles sur l'action communautaire et les politiques sociales.



Ses recherches plus récentes ont porté sur les rapports entre organismes communautaires et établissements publics, sur les alternatives au dépannage alimentaire et sur l'insertion sociale des personnes vivant de la sécurité du revenu.

M. Jean Panet-Raymond est aussi actif dans plusieurs organisations communautaires, tant au niveau local que québécois et canadien.

Le concept de développement des communautés précise qu'il s'agit à la fois « *d'une perspective, d'un lieu et d'un objet d'intervention* ».



Photo : Regroupement des Cuisines Collectives du Québec

Malheureusement, nous n'arrivons pas à mettre la main sur le texte prononcé par M. Jean Panet-Raymond lors de la journée du colloque *Du pain sur la Table*.

Cependant, les participantes et participants avaient demandé des références bibliographiques.

Nous vous suggérons, si vous ne l'avez pas encore lue, la recherche de Joël ROUFFIGNAT, Lise DUBOIS, Jean PANET-RAYMOND, Patricia LAMONTAGNE, Sylvie CAMERON et Manon GIRARD :

De la sécurité alimentaire au développement social ; Les effets des pratiques alternatives dans les régions du Québec (Québec, Chaudière-Appalaches, Montérégie et Montréal) - 1999-2000 Département de géographie - Université Laval - Nov. 2001

Aussi, d'Henri LAMOUREUX, Jocelyne LAVOIE, Robert MAYER et Jean RAYMOND-PANET, paru en 2002 aux Presses de l'Université du Québec :

L'Action communautaire - ISBN 2-7605-1191-X

En complément - si la sécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine vous intéresse, la TCSAGÎM, votre hôte du colloque *Du pain sur la Table*, mettra en vente à l'automne une étude fort détaillée à cet effet. Vous y trouverez une mine de renseignements : plus de 18 000 données analysées

suite à une enquête menée auprès de 180 répondantEs de 32 villes et villages de la région - présentés en une série de 89 graphiques - illustrant les conditions socioéconomiques d'une part et, d'autre part les effets de la participation aux activités des organismes de la Table de concertation sur l'insécurité alimentaire, le réseau social ainsi que sur divers facteurs relevant de la santé mentale et physique des personnes qu'ils rejoignent.

L'insécurité alimentaire : ***Ça ne se conte pas ... Pourtant, ça compte!***



Le thé – Bernard Chardon

Une recherche de la TCSAGÎM
sur les effets des pratiques alternatives
en sécurité alimentaire
en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine
par Linda Tremblay

Témoignages de participantEs aux activités offertes par les organismes de la TCSAGÎM

Extraits du vidéo La sécurité alimentaire (non-édité) présenté au colloque Du pain sur la Table et réalisé par Louise Fugère.

Comment en arrive-t-on à l'insécurité alimentaire? Voici :

Je suis une mère de 3 enfants. Toute ma vie j'ai travaillé à l'extérieur – mon mari aussi. Une fois mes enfants élevés, franchement, on avait une belle petite vie...

Puis un jour, il y a eu la maladie de mon mari – j'ai été obligée de travailler deux fois plus fort. Puis à mon tour, j'ai connu la maladie... La pauvreté s'est jetée sur nous...



J'ai deux enfants et un conjoint . J'étais restauratrice – Puis j'ai fait faillite – Ça a été tellement dur que j'en ai fait une dépression – J'ai dû demander de l'aide sociale.

Un jour, j'ai demandé un panier de Noël pour les enfants pour m'aider à les nourrir...



Suite à un deuil – je me suis retrouvée sans travail, sans argent, sans moyen – les programmes ne s'appliquaient pas à moi – ma réalité est devenue un vrai cauchemar...



J'ai un conjoint et nous avons 2 enfants. Nos revenus sont très bas. À un moment donné, j'ai eu un arrérage de 300\$... avec Hydro-Québec. Les intérêts se sont mis à grimper. Je ne voyais plus comment m'en sortir. C'était rendu à 1 020\$.

Grâce à l'aide d'une personne-ressource, j'ai pu faire un arrangement et payer au complet.



Je suis mariée, je vis en couple et nous avons 4 enfants. La pauvreté m'a amené à ça... à faire une tentative de suicide – après j'ai revolé dans les airs – J'ai reçu de l'aide du CLSC, d'une travailleuse sociale, d'un psychologue...



J'ai 33 ans – j'ai manqué d'argent pour acheter des meubles quand je suis passé au feu...



Mère de famille sans emploi : Je suis arrivée à Gaspé pour aider mon fils qui n'avait pas droit aux prêts et bourses. Pour l'aider financièrement, j'ai travaillé 3 mois – d'octobre à fin décembre. De janvier à fin février – je ne recevais rien – Je n'étais pas éligible au chômage et pour faire une demande à l'aide sociale, j'avais besoin d'une lettre du chômage. C'était la première fois que je demandais.

Maintenant, j'aimerais avoir un emploi stable – ça serait mon plus grand désir...



Comment on s'en sort? Voici :

(...) c'est grâce aux groupes communautaires que je suis en meilleure santé physique et mentale.



Je suis seule avec deux enfants, Je participe aux cuisines collectives. Maintenant ça va bien. Ça t'empêche d'être toute seule. Au début, j'avais des dépannages, mais avec les cuisines, c'est fini. Dans les cuisines, on passe une belle journée – ça fait changer les idées. On rie, on crée des liens, – ça te fait sortir de la maison. C'est une belle expérience pour moi – autant moralement que monétairement.



Je suis cheffe de famille monoparentale. Mes 2 filles ont 14 ans et 10 ans. Ma participation au groupe m'a appris à savoir qui j'étais, mes valeurs, qu'est-ce que je vau...



On fait des exercices – on fait de la bouffe – on est ici pour apprendre – on fait beaucoup de cuisine – c'est varié. Le jeudi, c'est plus des ateliers – on travaille avec nos mains, on fait des coffres puis toutes sortes de choses...

Je pensais que j'étais pas capable – mais je suis capable – l'an prochain, je vais retourner sur le marché du travail – je suis fière de ça!



Ça m'a apporté beaucoup : Ça m'a apporté de la confiance en moi – j'avais peur d'essayer des choses – j'ai trouvé ça super Je me suis fait des amies et on s'entraide.



Pour les Ateliers manuels, je n'osais pas en faire; Maintenant c'est moi qui les fait – je fais même des jouets. (...) Je suis autonome au boutte – je suis bien contente, je suis très heureuse, je travaille – je fais plein de choses.



Ma sœur m'a téléphoné – on est rentré sur une mesure d'insertion sociale. Avec le temps, je me suis impliquée sur le Conseil d'Administration pour représenter les membres.



(...) J'ai entrepris des choses pour me valoriser – une fois par semaine - j'aidais les gens – je suis partie comme préposée aux bénéficiaires.. Il faut garder son estime de soi et persévérer!



Deuxième partie

- 13h15** Les enjeux sociaux et politiques en sécurité alimentaire
- 13h45** Mettre la table pour l'autonomie alimentaire
- 14h15** PAUSE
- 14h30** Atelier et Plénière
Pistes d'action pour bâtir une sécurité alimentaire en région
- 15h55** Mot de clôture

*Les enjeux sociaux et politiques en sécurité alimentaire
par Mme Germaine Chevrier, coordonnatrice du
Regroupement des cuisines collectives du Québec*



- ❶ Les produits importés...Y sont fabriqués comment ?
- ❷ Les produits bio ... Ca coûte trop cher !
- ❸ La surproduction... Qu'est-ce que ça fait sur l'environnement ? Qu'est-ce qui va rester pour les générations futures?
- ❹ J'aime pas qu'on jette la nourriture... C'est du gaspillage!

- ❶ Au Canada, on dépense en moyenne 15 % de nos revenus à l'alimentation. En Europe, c'est de 25 % et 40 % dans les pays du sud.
- ❷ Près de 10 % des Québécois vivent au moins l'une des trois manifestations d'insécurité alimentaire évaluées:
 - ❶ Monotonie du régime alimentaire
 - ❷ Restriction de l'apport alimentaire
 - ❸ Incapacité d'offrir des repas équilibrés aux enfants par manque d'argent

Comparativement aux personnes en situation de sécurité alimentaire, les personnes souffrant d'insécurité alimentaire sont proportionnellement plus nombreuses:

- ❶ À percevoir la qualité de leurs habitudes alimentaires comme étant moyenne ou mauvaise (33% contre 14%);
- ❷ À percevoir leur état de santé comme étant moyen ou mauvais (19% contre 10%);
- ❸ À atteindre un niveau élevé de l'indice de détresse psychologique (33% contre 19%).

MENU DU JOUR

- *ENTRÉE*
Soupe à l'alphabet de la sécurité alimentaire
 - *PLAT PRINCIPAL*
Pot-en-pot d'enjeux accompagné d'une salade santé
 - *DESSERT*
Sorbet aux arômes d'actions pour l'avenir
- PETITE DOUCEUR* « Autonomie alimentaire »



ENTRÉE : Soupe à l'alphabet de la sécurité alimentaire

Pour être en sécurité alimentaire, il faut que la population ait accès, en tout temps et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable aux points de vue social et culturel, que les personnes aient un pouvoir d'achat adéquat et qu'ils aient accès à une information simple et fiable qui confère des habiletés et qui permet de faire des choix alimentaires éclairés. (Gauvin et al., 1996)

UN ACCÈS EN TOUT TEMPS ET EN TOUTE DIGNITÉ

- Nos pratiques et nos actions...

Garantissent-elles la sécurité alimentaire en tout temps ?

Offrent-elles des espaces pour que les personnes puissent vivre en toute dignité ?

UN APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE NUTRITIF, SUFFISANT, À COÛT RAISONNABLE...

- Au Québec, on produit et on exporte des aliments, on en importe aussi beaucoup et il nous en reste encore assez pour en distribuer gratuitement... Et on en jette !
- Pourtant, avons-nous accès à des aliments nutritifs, à des coûts raisonnables ?

POUVOIR D'ACHAT ADÉQUAT ET UNE INFORMATION SIMPLE ET FIABLE

- 533 \$ /mois = Pouvoir d'achat ?
- Les normes d'étiquetage et de publicité offrent-elles une information simple et fiable ?

DE LA FERME À LA TABLE

Ce que l'on mange vient de partout... Mais ce n'est pas partout que l'on mange !



PLAT PRINCIPAL: Pot-en-pot d'enjeux sociaux accompagné d'une salade santé

1. Les enjeux sociaux
2. Les enjeux environnementaux
3. Les enjeux économiques

1. Les enjeux sociaux:

- 🍷 La pauvreté
- 🍷 L'éducation
- 🍷 La santé

🍷 La pauvreté

- 🍷 Après avoir payer le loyer, l'électricité, le téléphone, les vêtements, les fournitures scolaires... Que reste-il pour la nourriture ?
- 🍷 La pauvreté ce n'est pas seulement être sur la « Sécurité » du revenu... C'est aussi le travail précaire et sous-payé.

🍷 Au Québec...

- 🍷 En 1998, 37,4 % des femmes et 21,2 % des hommes avaient un revenu total de moins de 10 000 \$.
- 🍷 En août 2002, 403 822 adultes vivaient des prestations de l'aide sociale.
- 🍷 En janvier 2003, plus de 230 000 personnes travaillaient à 7.30 \$/heure, soit le salaire minimum.
- 🍷 Une personne sur trois qui travaille est dans une situation précaire.
- 🍷 1/3 des ménages québécois sont des personnes seules. Elles sont majoritairement pauvres.
- 🍷 Presque 1/3 des familles québécoises dont le chef a moins de 30 ans sont à faible revenu.
- 🍷 20 % des ménages les plus pauvres du Québec se partage 5.4% du revenu total disponible, alors que 20% des ménages les plus riches en touche 42, 4%.
- 🍷 On aura beau insister sur l'accès à une nourriture saine, si le revenu des personnes n'est pas pris en cause, cet accès restera lointain.



Je ne vous apprend rien... Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, il faut d'abord lutter contre la pauvreté...

La première lutte à la pauvreté est celle des préjugés... et celle du revenu minimum garanti.



❶ L'éducation

La mauvaise alimentation entraîne des comportements compromettant l'apprentissage en milieu scolaire:

- ❶ *turbulence*
- ❶ *manque de concentration et d'application*
- ❶ *fatigue*
- ❶ Il est important de transmettre les compétences sociales de base pour se nourrir et demeurer en santé.
- ❶ Il est urgent de réglementer le milieu scolaire pour assurer la qualité nutritive des aliments offerts aux enfants.

❶ La santé

Les mauvaises habitudes alimentaires conduisent au développement de plusieurs facteurs de risque pour la santé (anémie, excès de poids, hypertension, hypercholestérolémie, obésité, etc.) et à l'apparition de plusieurs maladies chroniques (diabète, maladies cardiovasculaires, cancers, ostéoporose, etc.).

- ❶ La majorité des nourrissons et des enfants ne sont pas alimentés selon les recommandations en vigueur au Québec.
- ❶ Outre l'insécurité alimentaire, les problèmes liés à une alimentation inadéquate sont de taille et entraînent des coûts importants en soins de santé.
- ❶ La salubrité des aliments a aussi des impacts directs sur la santé des personnes.

Agir sur les causes du problème et viser l'angle de la réduction des inégalités... plutôt que d'utiliser une approche axée sur la « problématique » et développer des programmes « clientèle ».

2. Les enjeux environnementaux... deux grand défis!

Le respect de l'environnement

- ❶ Si tout le monde consommait comme les Nords-Américains, on aurait besoin de 3 ou 4 planètes de plus... *Les bonnes planètes sont plutôt rares!!!*
- ❷ Le transport des aliments et le sur-emballage de ceux-ci ont un impact certain sur notre environnement.

Le renouvellement des ressources

- ❶ Mettre en priorité le respect de l'environnement
- ❷ Encourager l'agriculture biologique
- ❸ Protéger la diversité des espèces et éviter les monocultures



3. Les enjeux économiques

Le pouvoir des grandes compagnies, le marketing alimentaire et l'accès à l'information

- ❶ 12 compagnies ont le contrôle de 90 % des 15 000 produits que l'on retrouve dans un supermarché typique.
- ❷ L'information à laquelle le consommateur a accès, est influencée par les principes de marketing, plutôt que par le principe de précaution.
- ❸ Pour avoir accès à une information claire et fiable, il est urgent de réglementer davantage l'étiquetage des produits et d'instaurer des mécanismes de *traçabilité*.

Le développement local et durable

- ❶ Faciliter la mise en marché de produits locaux.
- ❷ Agir pour viser l'autosuffisance alimentaire des régions
- ❸ Agriculture soutenue par la communauté
- ❹ Le commerce équitable



DESSERT: Sorbet aux arômes d'actions pour l'avenir

Des actions au niveau provincial

- ❶ La Politique québécoise en matière de nutrition
- ❶ Le Programme national de sécurité alimentaire
- ❶ Le Programme national de Santé publique
- ❶ La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation « La sécurité alimentaire: Un enjeu de société, une responsabilité de tous les intervenants de la chaîne alimentaire »
- ❶ La Loi 112

Des actions au niveau régional

- ❶ On analyse de plus en plus la sécurité alimentaire au point de vue régional et local...
- ❶ Les Agences de Santé et de Services sociaux et les Directions de la Santé publique régionales
- ❶ Les Conférences régionales des élus
- ❶ Les organismes communautaires autonomes

Des actions au niveau local

- ❶ Les politiques familiales municipales: *Il faut reconnaître et promouvoir les droits, les responsabilités, les capacités et le*

leadership des collectivités locales, de leurs associations et de leurs chefs d'entreprise. »

PETITE DOUCEUR: l'autonomie alimentaire

RECETTE GAGNANTE

- ❶ Une politique nationale en sécurité alimentaire
 - ❶ Depuis 1996...
 - ❶ Politique globale transversale

La concertation ne doit pas être un objectif en soi, mais un moyen pour atteindre des objectifs...

- ❶ **Autour d'une table, réunir les grands chefs cuisiniers:** Premier ministre et ministres des ministères suivants: Finances, MAPAQ, MSSS, MESSF, Éducation, Développement économique régional, Environnement, affaires municipales...
- ❶ Y ajouter les acteurs en sécurité alimentaire
- ❶ Brasser les idées
- ❶ Faire mijoter
- ❶ Incorporer les ingrédients des citoyennes et des citoyens du Québec
- ❶ Servir pendant que c'est chaud et savourer.

Bon appétit !

Atelier

Pistes d'action pour bâtir une sécurité alimentaire

Des pistes d'action pour bâtir la sécurité alimentaire sur le plan local, régional et national ont été élaborées par l'ensemble des participantEs de chacune des régions où se trouvent les organismes de la TCSAGÎM.

Chacune des régions a écrit ses suggestions sur **UNE TRANCHE DE PAIN ! DÉBALLONS LE SAC !**



La tranche de pain de BONAVENTURE

Au plan local

- Sensibiliser / élire des conseillers municipaux
- Projets en collaboration avec les garderies / écoles / (jardins); impliquer les personnes concernées

- Écouter les personnes en situation de pauvreté - qu'elles soient parties prenantes des actions / décisions
- Promouvoir et rendre accessible les produits régionaux

Au plan régional

- Rapprocher le consommateur du producteur
- Regroupement pour la transformation des produits en région
- Sensibiliser la population et s'attaquer aux préjugés
- Sensibilisation de la CRÉ (faire de la sécurité alimentaire un dossier intersectoriel). Intégrer des valeurs de solidarité dans la planification stratégique régionale

Au plan national

- Sensibiliser la population et s'attaquer aux préjugés
- Réclamer que la politique pour l'élimination de la pauvreté soit mise en application
- Exiger la re-distribution de la richesse

À tous les niveaux

- Utilisation des médias pour faire avancer la cause
- Certification équitable - conditions de travail connues
- Ce que les partis proposent contre la pauvreté lors des élections



La tranche de pain du ROCHER-PERCÉ

Au plan local et régional

- Partenaire réel et concertation
- Transport collectif comme moyen
- S'assurer la reconnaissance par le monde municipal du développement social (ex : impliqué dans la mise en place d'une politique familiale)
- Financement adéquat... et récurrent

Au plan national

- Croire à l'éducation sociale et à l'éducation qualifiante (être pro-actif à ces niveaux)
- Favoriser une politique réelle et vraie de lutte contre la pauvreté



La tranche de pain d'AVIGNON

Au plan local

- Faire demande de surplus agricole / dons
- Lieu de transformation alimentaire

- Formation-conscientisation auprès des municipalités
- Avoir un lieu d'appartenance pour les personnes
- Travailler à réduire les préjugés
- Plus de participation des marchés d'alimentation, restaurants, etc.
- Transport en commun
- Plus de logements sociaux *

Au plan régional

- Que les différents intervenantEs se parlent
- Plus de rencontres entre les différents partenaires
- Plus partager les actions / les infos à l'intérieur des TOCs
- Présenter un projet à la CRÉ
- Plus de logements sociaux *

Au plan national

- Changer de gouvernement
- Revenu social minimum garanti
- Se battre pour l'application de la loi 112
- Enlever l'attente de revenu - aide sociale /assurance-chômage
- Lutte à la pauvreté
- Faire respecter le Plan de lutte à la pauvreté
- Plus de logements sociaux *

* *Note : Le logement social se retrouve aux trois niveaux d'action.*



La tranche de pain de la CÔTE-DE-GASPÉ

Établir des plans d'action réalistes, concrets :

Au plan local

- Inviter les gens à dire leurs besoins et à donner leurs opinions
- Encourager les initiatives locales
- Faire de la place aux jeunes
- Revenir à nos ressources naturelles et les protéger

Au plan régional

- Organiser une journée de ressourcement et de réflexion sur la fierté gaspésienne

Au plan national

- Selon les plans d'action locaux et régionaux, suivra les actions au national



La tranche de pain de la HAUTE-GASPÉSIE

\$ \$ (Prémisse de base)

Au plan local

- Comité local : arrimage des services relatifs à la sécurité alimentaire
- Développer l'accessibilité aux services de dépannage et cuisine sur tout le territoire (Est)
- Sensibilisation de la population / local
- Implication des marchands / entente ?
- Sensibilisation des élus locaux et nationaux
- Aller chercher les personnes vivant l'insécurité alimentaire pour connaître leurs besoins - comment ?
- Clubs des petits déjeuners : conditions préalables - transport pour favoriser la participation des parents
- Jardins collectifs
- CJE / brigade potagère - collaboration pour la sécurité alimentaire
- Circulation de l'information / services des organismes

Au plan régional (GÎM)

- Prendre contact avec la CRÉ - sécurité alimentaire
- Sensibilisation de la population au plan régional / concret
- Maintien de la Table régionale *(et maintien de son financement et développement)*
- Politique familiale - au sein des municipalités. Approche globale - Faire des

liens avec les autres politiques : loisirs, culture, éducation

- Politique des organismes communautaires

Au plan national

- Reconstitution et bonification de l'aide financière en matière de sécurité alimentaire (santé et services sociaux)
- Tenir compte des réalités en région (géographique, économique)
- Rehaussement du revenu minimum
- Ajuster le discours de prévention en allouant les budgets nécessaires
- Politique alimentaire dans les écoles



Tranche de pain des ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Au plan local

Table de concertation sur la pauvreté...

- Sensibiliser la municipalité, commission scolaire, secteur économique
- Moyens pour sensibiliser :
 - dîner de pauvreté

- les faire participer à une cuisine collective
- colloque d'une journée (statistiques, conférence...)

Sensibiliser les pêcheurs

- Développer jardin communautaire pour tous et toutes
- Renforcer les mouvements de revendication pour plus de solidarité

Au plan régional

- Continuer les actions de la TCSAGÎM
- Renforcer les mouvements de revendication pour plus de solidarité

Au plan national

- Renforcer les mouvements de revendication pour plus de solidarité



Plénière

Animation par Owen Fugère,



Un petit peu de beurre S.V.P.



À partir des présentations, l'animateur de la plénière relève que :

- ➡ Deux consensus se dégagent de la part des participantEs soit :
 - 1) de financer adéquatement les organismes en sécurité alimentaire
 - 2) d'interpeller les élus municipaux
- ➡ Une forte volonté d'agir localement et de développer des partenariats est manifeste
- ➡ La nécessité d'intensifier les actions de sensibilisation et de lutte aux préjugés est démontrée
- ➡ À la question: "Qui mandatez-vous pour la poursuite et la mise en application des propositions d'ateliers ?"

Les participantEs souhaitent unanimement que la Table de concertation SAGÎM poursuive son travail de concertation et de sensibilisation et que celle-ci intègre à son mandat des actions de support à la réalisation des grandes orientations dégagées lors de cette journée de réflexion de lutte à la pauvreté.

Mot de clôture
par Mme Charlotte Pouliot,
répondante régionale TCSAGÎM

Avec de la confiture aux p'tites fraises



C'est sur une note encourageante que nous clôturons ce colloque. Avec les actions qui ont été identifiées clairement dans chacune des belles régions de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, nous savons que nous avançons dans la bonne direction.

Il a toujours été implicite que les organismes communautaires de la Table de concertation SAGÎM ne pouvaient pas être seuls à porter l'espoir de la sécurité alimentaire dans la région.

Votre présence ici aujourd'hui est très réconfortante. Elle est même révélatrice d'une volonté commune d'agir pour le mieux-être de la population.

Bien sûr, la Table continuera à assumer son rôle de «leader» dans cette lutte, car nous croyons que notre expérience et notre savoir-faire constituent notre capital le plus précieux.

Non seulement, nous avons exigé *Du pain sur la Table*. Nous avons aussi demandé *Un peu de beurre SVF* – et maintenant, nous pensons qu'il est même possible, ensemble, d'avoir de la *confiture aux petites fraises*...

Comme vous l'avez vous-même souligné, pour ce faire, nous devons nous atteler dès maintenant à:

Définir un projet Gaspésien et Madelinot pour réaliser une région extraordinaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine

À la prochaine...

*Colloque Du pain sur la Table – Le 20 octobre 2004
Salle Bona Arsenault – Hôtel de Ville Bonaventure*

*Remerciements au maire de Bonaventure,
M. Serge Arsenault*

Remerciements également

*Aux animateurs, MM. Fernand Alain et
Owen Fugère,
aux conférencières, Mmes Gertrude Huet et
Germaine Chevrier,
au conférencier M. Jean Raymond-Panet
ainsi qu'à
Mme Louise Fugère, organisatrice*

Participant·es et participants, MERCI !



Aux personnes ressources : À BIENTÔT!



*Liste des participantes et participants
au colloque Du pain sur la Table
tenu à Bonaventure, le 20 octobre 2004*

Accueil Blanche-Goulet de Gaspé

Attaché politique de Mme Nathalie Normandeau
Carrefour Jeunesse Emploi Avignon-Bonaventure

Carrefour-Ressources

Centraide Gaspésie/Les îles
Centre d'Action Bénévole Ascension-Escuminac

Centre d'Action Bénévole La Grande-Corvée

Centre d'Action Bénévole La Grande-Corvée - Cuisines
Collectives

Centre d'Action Bénévole St-Alphonse/Nouvelle

Centre d'Action Bénévole St-Siméon/Port-Daniel

Centre de Santé de la Haute-Gaspésie

CHÉNARD, Marie-Thérèse
HUET, Gertrude
MONTMAGNY, Fabienne
MONTMAGNY, Mylen
HUARD, Daniel
HUDON, Josiane
LAVERGNE, Marie-Christine
PAQUET, Reina
POULIOT, Charlotte
BOUCHER, Stéphan
GALLANT, Rémi
GAUTHIER, Jeanne
BÉLANGER, Diane
BÉLANGER, Marie-Berthe
GAUMOND, Carmelle
HENRY, Réjeanne
LANDRY, Julie
BUJOLD, Nathalie
CASTILLOUX, Johanne
LEPAGE, Thérèse

Centre d'Éducation aux Adultes - École l'Envol
 Centre Accalmie
 Centr'Elles
 Collectif Aliment-Terre
 Diocèse de Gaspé
 Direction de la Santé Publique
 Droits Devant

Église St-Andrew's United
 Family Ties - Carrefour-Familles
 Femmes en Mouvement
 CADOC - Cuisine collective des Îles
 Fraternité du plus petit - Table de concertation
 pauvreté Îles-de-la-Madeleine
 Maison de la Famille MRC Bonaventure
 Centre Louise-Amélie

Maison de la Famille Contre Vents et Marées

Ministère de l'Emploi, et de la Solidarité Sociale

BERNIER, Michel
 GAUDREAU, Julie
 RENAULT, Lisette
 FOREST, Jean
 PARENT, Réjeanne
 GARNIER, Sylvie
 LEBLANC, Jacinthe
 LEBRASSEUR, Johanne
 FORTIER, Denis
 MACWHIRTER, Heather
 MORIN, Hélène
 SARRASIN, Sylvie

LAPIERRE, Irène
 ARSENAULT, Huguette
 MICHAUD, Esther
 VALLÉE, Lily
 ANDERSON, Mona Lisha
 BOURQUE, Noëlline
 FRANCOEUR, France
 MERCIER, Denise
 ROY, Jacques

BÉLAND, Ann
 BENOÎT, Marie-Christine
 CÔTÉ, Dominic
 LEBRUN, Janique
 PORLIER, Carmen
 PAQUET, Renaud

MRC de La Haute-Gaspésie
Maire de Bonaventure
Organisme Gaspésien des Personnes atteintes de
cancer Inc.
Partagence
ROC GÎM
Source alimentaire Bonavignon

Table de concertation agroalimentaire Gaspésie et
Union des Producteurs Agricoles GÎM
Animateur du colloque
Animateur de la plénière
Organisatrice du colloque
Conférencier
Conférencière

DESCHÊNES, Renée
ARSENAULT, Serge

BOURQUE, Juliette
DUMONT, Isabelle
TREMBLAY, Marie-Renée
LAMARRE, Suzanne
ROY, Ginette
LAPOINTE, Nicole
POTVIN, Luc
ALAIN, Fernand
FUGÈRE, Owen
FUGÈRE, Louise
PANET-RAYMOND, Jean
CHEVRIER, Germaine



Édition des ACTES DU COLLOQUE
Du pain sur la Table :
Linda Tremblay, Sainte-Anne-des-Monts
Mars 2005 - (418) 763-5841
tremblayzamalloa@yahoo.fr



Pour rejoindre la Table de concertation en sécurité
alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :
Charlotte Pouliot, répondante Régionale
(418) 763-7707
carrefourressources@globetrotter.net